

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 119 (1974)
Heft: 3

Artikel: La jeunesse et l'armée
Autor: Hirschy
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343857>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue militaire suisse

Fondée en 1856 – Parait tous les mois

Rédacteur en chef: Lieutenant-colonel EMG M.-H. Montfort

Rédacteur adjoint: Lieutenant-colonel EMG Frédéric de Mulinens

Administrateur: Major E. Juvet

Administration et édition:

Association de la Revue militaire suisse, 39, av. de la Gare, 1003 Lausanne, tél. (021) 20 31 51.
Chèques post. 10-5209 – Impression et expédition: Imprimeries Réunies S.A., 33, avenue de la Gare, Lausanne – Annonces: Permédia, département de Publicitas S.A. pour la presse périodique, 9-11, rue du Prince, 1211 Genève 3.
Permedia - 6002 Lucerne Hirschmattstrasse, 36 Tél. (041) 23 66 66

TARIF DES ABONNEMENTS:	Suisse	1 an: Fr. 26.—	Prix du numéro
	Etranger	1 an: Fr. 32.—	Fr. 3.—

Les abonnements partent du 1^{er} janvier et continuent jusqu'à révocation écrite.
Une durée intermédiaire n'est acceptée que l'année de souscription.

La jeunesse et l'armée

Exposé présenté par le colonel commandant de corps Hirschy, chef de l'instruction, aux membres de la SSO de Zurich et environs, le lundi 5 novembre 1973.

INTRODUCTION

Lorsqu'on me demande de parler ou d'écrire sur ce sujet, j'ai souvent l'impression que l'on s'efforce à tort d'opposer la jeunesse à l'armée, alors que, par la force même des choses, l'armée est une entreprise de jeunesse.

Entre 20 et 32 ans, on appartient à l'élite; à 21 ans, on peut être caporal; à 22 ans, lieutenant, et on peut payer son galon de capitaine dans une ER entre 27 et 30 ans.

Le recensement de 1970 nous apprend que les 15,3% de l'ensemble de la population, soit 962 314 personnes, sont âgés de 15 à 24 ans. Cette minorité comprend aussi bien les futurs soldats qu'une bonne partie des effectifs de l'élite.

L'attitude de la jeunesse en face de notre Etat en général et de notre armée en particulier est décisive pour l'avenir de notre pays et de notre société. On ne saurait alors s'en désintéresser.

PREMIÈRE PARTIE

LA JEUNESSE FACE À L'ARMÉE

1. *Généralités*

Le problème de la jeunesse est avant tout celui de ses relations avec le monde extérieur, avec le monde des adultes, solidement structuré en institutions hiérarchisées et contraignantes. Le réseau de ces relations est aussi dense que complexe et, comme pour la charpente d'une construction, il est difficile d'en démonter un élément pour le soumettre seul à l'analyse.

Les relations entre la jeunesse et l'armée ne sont qu'un des aspects du problème plus général que posent les rapports qu'entretient cette jeunesse avec la société tout entière, avec l'Etat qui en est l'expression et dont l'armée est un des moyens, peut-être le plus spectaculaire et certainement le plus favorable à la cristallisation.

Le diagnostic que je m'efforcerai de poser débordera donc obligatoirement le secteur militaire. En revanche, je m'imposerai de ne vous présenter comme remèdes que ceux que je puis prescrire dans ma sphère de responsabilités, en pleine conscience de leurs limites.

2. *Approche de la jeunesse*

Cette jeunesse que nous voulons comprendre, nous ne pouvons malheureusement l'aborder que de l'extérieur, et son analyse n'en est que plus délicate.

Son approche est encore rendue plus malaisée par une série d'obstacles imputables aux deux parties.

Difficultés objectives inhérentes à la nature de la jeunesse :

- Il est d'abord indispensable de s'entendre sur une définition de la jeunesse. Pour le sociologue, la jeunesse est la période comprise entre la puberté et la maturité sociale. Cette maturité résulte de l'entrée dans la vie professionnelle ou du mariage.

Certes, si le début de la jeunesse selon cette définition peut nous satisfaire parce qu'il correspond généralement à une prise de conscience,

son terme est par trop imprécis dans notre société actuelle. Le droit en vigueur fixe en général la limite de la jeunesse à 25 ans, alors que le Département fédéral de l'intérieur, dans une étude dont nous parlerons, l'étend à 30 ans. Je ne veux pas épiloguer plus longtemps et par la suite je considérerai comme jeunesse la période s'étendant de 15 à 24 ans, pour les raisons suivantes :

- les principales études statistiques utilisent 24 ans comme limite de catégorie;
- c'est à cet âge que, dans la pratique, on remarque un changement d'attitude dans les CR.

Il est bien clair que la jeunesse — ou les jeunesse, car elle n'est pas monolithique — ne peut s'emprisonner dans ces limites artificielles, et ce monde mouvant, véritable amplificateur des secousses qui agitent le monde, se dérobe souvent à l'observation.

Contrairement aux apparences, cette jeunesse ne se livre pas volontiers à la curiosité de ceux qui veulent la saisir. Il faut en chercher les raisons dans l'instabilité qu'engendre une grande sensibilité au monde extérieur, dans un goût de l'absolu qui conduit au rejet d'une société dont l'équilibre repose sur le compromis et dans une certaine forme de pudeur.

Elle porte souvent un masque parce que, vivant dans un univers où les frontières entre les rêves et les réalités sont encore fluctuantes, elle ne veut admettre que certaines de ses aspirations soient, peut-être, des utopies. Elle cherche à se sécuriser dans le groupe, où souvent les objectifs visés et les méthodes choisies pour y parvenir sont mieux définis que les motifs de la démarche.

Elle est surtout isolée dans le monde des adultes au moment même où devrait intervenir sa socialisation, c'est-à-dire son intégration dans la société. Je ne veux pas m'étendre sur la crise profonde qui empêche actuellement la famille, l'école, l'Eglise et les mouvements de jeunesse d'accomplir leur tâches de socialisation, mais simplement en prendre acte. La sollicitude des adultes, en réalisant en faveur des jeunes des cités universitaires, des campus, des foyers de travailleurs, des centres culturels, des terrains de jeux, des discothèques, a créé autant de ghettos où la jeunesse est enfermée. Une structure horizontale de la société remplace de plus en plus l'ancienne structure verticale, et l'allongement du processus de formation agrave encore cette situation. On peut parler

d'une véritable ségrégation de la jeunesse. Comment s'étonner alors que les valeurs communes tendent à disparaître et que s'installe un véritable état d'incommunicabilité. Certes, les mutations sur le plan de la science, de la technique, de l'économie et des conditions sociales ont contribué à cette rupture, mais elles ne doivent être considérées ni comme une excuse, ni comme phénomène irréversible.

Difficultés subjectives inhérentes au monde des adultes:

Pour approcher cette jeunesse si difficile à saisir, il faudrait des qualités d'objectivité très rares. Les adultes ont une tendance manifeste à projeter sur la jeunesse leurs propres conceptions. Cette distorsion a des origines multiples et confuses, comme la crainte instinctive de voir s'ébranler leurs convictions et menacer leurs réalisations, de ne pas « survivre » dans les générations nouvelles. Il y a aussi une jalousie inconsciente de voir réaliser par d'autres certaines ambitions qu'ils n'ont pas eu le courage, la volonté ou les moyens de mener à terme. Il y a surtout, et c'est là le plus grave, une tendance à la démagogie sociale, économique ou politique envers ce partenaire, ce client ou cet électeur.

On mesure facilement la somme d'honnêteté intellectuelle, de lucidité, de désintéressement et d'amour qu'il faudra mettre en œuvre pour accomplir ce rapprochement nécessaire.

3. *Reflets*

Il est intéressant de voir comment cette jeunesse que nous nous efforçons d'intégrer dans notre armée, et sans l'adhésion de laquelle notre défense nationale deviendrait illusoire, apparaît simultanément à deux de ses chefs militaires.

Dans un rapport qu'il nous adressait en décembre 1972, le colonel divisionnaire Kaeser, médecin en chef de l'armée, s'exprimait en ces termes: « Les troupes sanitaires sont devenues aujourd'hui le bassin collecteur de tous les soldats qui — mécontents de l'Etat et de la société — n'osent pas franchir le pas qui mène au refus de servir avoué, ou qui ne veulent pas le franchir parce qu'ils cherchent un terrain favorable à leurs activités hostiles à l'Etat. » Puis, plus loin, parlant des officiers: « Ce que ces chefs de section subirent comme surcharge nerveuse atteint les limites du supportable... Dans les troupes sanitaires, le désir d'assumer des responsabilités est tombé à zéro. Le futur commandant d'unité n'a

plus aucun plaisir à exercer son commandement, le chef de section n'envisage plus de se charger d'un tel fardeau... »

Dans un rapport sur les inspections qu'il avait faites à l'école de recrues de Zurich, le colonel divisionnaire Zollikofer, commandant de la division de campagne 6, nous disait à la même époque: « L'aspect le plus réjouissant de cette école est l'attitude foncièrement positive à l'égard de l'activité militaire, l'état de préparation et le niveau de la tenue dont les cadres et la troupe font preuve d'une manière naturelle et sans contrainte. » Puis, plus loin, il ajoutait encore: « Une large information à la troupe et une bonne motivation de chacun ont contribué à convaincre positivement de nombreuses recrues qui doutaient. Le résultat de ces efforts est impressionnant. »

Où est la vérité?

Comment expliquer ces deux témoignages dont l'objectivité n'a d'égale que la contradiction? Aurions-nous deux armées, ou les critères d'appréciation sont-ils différents?

L'autorisation d'accomplir un service non armé dans les troupes sanitaires, étendue par la suite à celles de la PA, avait pour but de permettre à ceux auxquels d'impérieuses raisons de conscience interdisaient de porter les armes, mais qui voulaient accomplir quand même leur devoir, de ne pas tomber dans l'illégalité. Cette mesure, reposant sur un critère d'appréciation très difficile, a permis à beaucoup de ceux qui combattent notre société d'abuser de la bienveillance du législateur et conduit à la concentration des mauvais éléments dans ces deux armes, où ils ont introduit l'indiscipline sous toutes ses formes, créant ainsi des conditions de vie et de travail très pénibles pour leurs camarades désireux d'accomplir honnêtement leurs obligations militaires. Il m'est hélas impossible de me complaire à enregistrer les satisfactions que me procurent les uns et de passer sous silence les sujets de préoccupation que me fournissent les autres. Cependant, même si aujourd'hui la très grande majorité de nos soldats continue de servir avec un engagement réjouissant et en pleine conscience de ses responsabilités, force m'est de constater que notre jeunesse considère les choses de l'armée avec une indifférence croissante dont je veux m'efforcer de définir les causes.

Pour analyser la situation, en particulier l'attitude de la jeunesse par rapport à l'armée, je veux tout d'abord sérier quelques problèmes:

- Que pense la jeunesse et quel est son engagement?
- Quelle est son attitude dans les écoles de recrues?
- Que veut-elle?
- Quelles prévisions peut-on faire quant à son évolution?

4. *Que pense la jeunesse ?*

Jusque vers les années soixante-dix, aucune enquête de grande envergure couvrant toutes les couches de la population n'avait été entreprise à l'échelle nationale dans le domaine de la défense. Certes, des sondages partiels, parfois très importants, comme celui de 1964 dans les écoles de recrues (5781 personnes interrogées), avaient été faits, mais ils ne concernaient pas l'ensemble de la population. Nous disposons maintenant d'un certain nombre d'enquêtes très sérieuses, établies suivant les méthodes les plus modernes, qui nous permettent de tirer de précieux enseignements.

Les sondages d'opinion suivants ont été utilisés:

Année et titre	Abréviation	Exécuté par	Nombre de personnes interrogées	Echantillon	Caractéristiques
1969 RS 69		DMF	100	14 sof 86 recrues	Dans 2 ER inf suisses alémaniques — fin ER
1970 WH 70 « Wehrwille » Herbst 70	ISOPUBLIC		1000	De 18 à 60 ans des 2 sexes toute la Suisse	Tessin exclu
1971 LS 71 « Das Bild der Schweizer Jugend »	AES pour « Schweiz » Versicherungs — AG		1000	De 15 à 25 ans des 2 sexes toute la Suisse	Tessin exclu
1972 RF 72 Examens pédagogiques des recrues	DMF		32 000	Recrues toute la Suisse	Début ER échantillon de 3000 questionnaires
1973 DH 73 « Dossier Hérisson »	Ecole de cadres de Lausanne		1000	Dès 15 ans des 2 sexes région lausannoise	Du 20.2 au 20.3.73 type « quotas » coefficient confiance 95,4% (2 sigma)

Autres abréviations utilisées par la suite: PI: Personnes interrogées.
 EPI: Ensemble des personnes interrogées.
 J (15/24): Jeunes de 15/24 ans.

Bien que ces sondages et études diffèrent par la teneur des questions posées, par le spectre des PI et par l'époque de leur réalisation, il est très intéressant d'en faire la synthèse, car leurs quelques points de divergence sont aussi instructifs que ceux de concordance sont impressionnants.

Nos jeunes sont-ils patriotes? (DH 73)

TABLEAU N° 1

Se déclarent:	EPI (1000)	15/24	25/34	35/44	45/54	55/65	65 et +
Extrêmement patriote % .	13,5	4,8	5,6	11,7	14,3	24,1	26,7
Patriote, mais sans plus %	62,2	53,8					
Pas tellement patriote % .	12,3	20,7					
Pas du tout patriote % . .	9,6	17,3					
NSP/REFUS %	2,4	3,4					

Plus que les pourcentages de la majorité des «patriotes-mais-sans-plus» (53,8%) attirés par la tournure de la question, les pourcentages des minorités sont intéressants, surtout si on les compare à la moyenne générale. 4,8% seulement des jeunes se déclarent extrêmement patriotes, alors que 17,3 avouent ne pas l'être du tout.

La première ligne horizontale nous montre que le patriotisme semble être une affaire de «vieux».

Quelle est l'attitude politique des jeunes? (RF 72; EPI 3000 recrues)

Une claire majorité (46%) pense que notre société devrait être l'objet de réformes. Un cinquième (21%) est résolument conservateur, alors que seulement 5% sont absolument opposés à notre forme de société. Ce dernier pourcentage est confirmé de manière impressionnante par le sondage LS 71, qui, pour une question assez semblable, obtient 5,9% de révoltés. Ce résultat, qui semble encourageant, doit être tempéré par la réponse donnée à une autre question. Il faut constater que les 32% de notre jeunesse doutent que notre société mérite vraiment d'être défendue par les armes. En enlevant à ce chiffre celui des révoltés, on peut en

conclure que le quart de notre jeunesse, soit la moitié de ceux qui se prononcent pour une réforme, sont très fortement déçus par la société. Nous ne devons pas oublier ce sérieux avertissement. Il n'est pas sans intérêt de souligner le pourcentage élevé de ceux qui ne répondent pas (28%), dont on peut déduire le manque d'intérêt.

Que pense notre jeunesse de la neutralité? (DH 73; EPI 1000)

TABLEAU N° 2

La neutralité, c'est:	EPI (1000)	15/24
Ne pas s'occuper des affaires du monde et éviter de prendre position en matière de politique internationale %	49,6	48,6
Intervenir activement dans les affaires politiques mondiales %	39,9	44,7
NSP/REFUS %	10,5	6,7

Si pour l'ensemble de la population le concept de la neutralité paraît intimement lié à celui de la non-intervention politique (49,6% EPI), en revanche, la jeunesse est plus partagée, bien que restant assez conformiste.

TABLEAU N° 3

A supposer qu'éclate un nouveau conflit mondial, qui respecterait le plus la neutralité de la Suisse:	EPI %	15/24 %
Le bloc de l'Est	10,3	16,3
Le bloc de l'Ouest	55,7	54,3

Quant à savoir qui, de l'Est ou de l'Ouest, respecterait mieux notre neutralité, le « capital-confiance » du bloc occidental est plus de 5 fois supérieur à celui des puissances de l'Est pour l'ensemble de la population, plus de 3 fois pour les jeunes.

TABLEAU N° 4

Depuis la deuxième guerre mondiale, l'image « Suisse = pays neutre »:	EPI %	15/24 %
S'est plutôt renforcée	16,4	14,9
Est restée semblable à elle-même	34,8	38,0
S'est plutôt affaiblie	46,3	45,2

Si le concept de la neutralité ne semble pas avoir varié, l'image même de cette neutralité s'est affaiblie.

Comment la jeunesse apprécie-t-elle la menace?
(RS 69/WH 70/RF 72/DH 73)

Les résultats de ces 4 sondages doivent être exploités avec la plus grande prudence pour 2 raisons importantes:

- les questions posées ne sont pas exactement les mêmes;
- les réponses sont fortement influencées par les circonstances du moment.

Première constatation

Lorsque la question de l'éventualité d'une guerre où la Suisse serait impliquée est posée sans limitation de temps, ce qui place le problème sur le plan de la philosophie de la guerre (RS 69 et RF 72), les résultats concordent parfaitement et 65 % des jeunes admettent une menace comme certaine, probable ou possible. Cette attitude n'a pas varié de 1969 à 1972.

Deuxième constatation

Lorsque la même question est posée pour une période de 10 ans (WH 70) ou pour un proche avenir (DH 73), cette crédibilité est beaucoup plus basse.

Au début de 1973 (DH 73), en pleine période de détente, la grande majorité (65,2 % EPI) ne croit pas à la menace.

Cependant, si une guerre avait quand même lieu, une très grande majorité pense que les armes atomiques seraient engagées (69 % EPI).

Troisième constatation

Les jeunes ne sont pas les « naïfs » que l'on imagine souvent:

- la menace leur paraît plus grande qu'à l'ensemble de la population (33,7 % J 15/24 contre 30 % EPI).
- la probabilité de l'utilisation des armes nucléaires leur paraît aussi plus élevée (74,3 % J 15/24 contre 69 % EPI).

Dans ce domaine, l'attitude de toutes les couches de la population est très cohérente.

Volonté de résistance armée? (WH 70)

Il faut constater que la volonté de se défendre les armes à la main

en cas d'agression est très fortement ancrée dans l'ensemble de la population (75%). Mais cette volonté n'est pas aussi marquée chez les jeunes (de 18-19 ans), puisqu'elle n'atteint que le 62% alors que 6% ne répondent pas.

Il est intéressant de rappeler ici que 32% des jeunes (RF 72) doutent que notre pays et notre ordre social méritent d'être défendus. Certes, il n'est pas mathématique d'additionner des pourcentages provenant de sondages différents, mais c'est un indice impressionnant du sérieux avec lequel ils ont été entrepris: $62 (\text{WH 70}) + 6 + 32 (\text{RF 72}) = 100$. On peut en déduire qu'il est avant tout nécessaire que notre jeunesse reprenne confiance en notre société et notre Etat.

Une armée nous est-elle nécessaire ou faut-il la supprimer?

(RS 69/WH 70/RF 72/DH 73)

TABLEAU N° 5

Sondage	EPI	Nécessaire Jeunes	EPI	Doit être supprimée Jeunes
RS 69	—	75%	—	20%
WH 70	86%	73%	13%	26%
RF 72	—	60%	—	31%
DH 73	83,7%	76%	11,4%	17,3%

Le sérieux des sondages ayant déjà été démontré, l'exploitation détaillée des résultats est ici difficile, bien que tous soient très encourageants.

Les partisans de l'utilité d'une armée oscillent entre 73 et 76% avec un creux très marqué en 1972 (60%). Ceux qui désirent sa suppression entre 17 et 26% avec la pointe correspondante en 1972 (31%). La raison doit en être la tournure de la question qui était la suivante: « Devrions-nous donner l'exemple du désarmement et supprimer l'armée? » Notion qui ne figurait pas dans les autres questionnaires. Le nombre de ceux qui n'ont pas répondu est aussi significatif. Je veux relever ici les résultats du sondage Dossier hérisson 73, qui sont les plus positifs des années 1969-1973 et qui représentent l'avis d'une population urbaine et de surcroît romande. Etant Romand moi-même, je ne les commenterai pas, mais ils me paraissent démentir certaines idées reçues. On peut donc conclure que près des trois quarts des jeunes sont actuellement pour le maintien d'une armée. C'est un résultat très net et positif.

Le fait que la proportion des jeunes qui sont favorables au maintien de l'armée soit plus élevée que celle de ceux qui veulent se défendre les armes à la main trouvera plus loin son explication.

Quelle forme d'armée souhaite la jeunesse? (DH 73)

Si 76% des jeunes selon le Dossier hérisson se déclarent favorables au maintien d'un armée, il faut cependant relever que sur ce nombre 21,1% voudraient une armée de métier, 26,9% opteraient pour une combinaison métier-milice, alors que la majorité relative (27,9%) sont favorables au système actuel.

Ces chiffres sont significatifs et nous aurions tort de les négliger, car ils signifient que 65,4%, soit plus de la moitié des jeunes, n'approuvent pas le statut actuel de l'armée. Il faut y voir l'expression de la tendance des jeunes à penser que l'armée devrait reposer sur le volontariat. Nous retrouverons cette tendance en parlant des objecteurs de conscience.

C'est aussi là que les jeunes se distancent le plus des anciens: pour le système actuel de milice, jeunes: 27,9%, ensemble de la population: 43,6%.

Chances de succès de notre armée (RS 69/WH 70/DH 73)

En 1969, les 72% des sof et sdt interrogés croyaient en notre possibilité d'arrêter un ennemi, alors que 20% pensaient que notre armée serait d'emblée bousculée par l'assaillant. Le Sondage WH 70 montre qu'une grande partie de notre jeunesse doute globalement de nos possibilités, mais les résultats de détail donnent une image quelque peu différente. Sur 7 engagements proposés, une écrasante majorité pense que notre armée serait à la hauteur de sa tâche lors

- d'un service d'ordre 82% (EPI: 87%);
- d'une attaque conventionnelle 78% (EPI: 81%);
- d'une attaque massive au sol EPI 64%.

Il est intéressant de constater que les moyens chimiques et bactériologiques impressionnent moins que les engagements atomiques.

Le « Succès » du service d'ordre est confirmé par le sondage DH 73, qui montre que 57,7% des jeunes pensent que les soldats accepteraient de réprimer les émeutes au besoin en tirant même sur la foule.

Le rôle de dissuasion que peut jouer l'armée pour éviter la guerre est admis par la grande majorité de la population suisse, soit les deux tiers (66 %).

Ces deux derniers points expliquent le fait qu'un nombre plus grand de jeunes admettent la nécessité de l'armée que la nécessité de se défendre par les armes.

En conclusion, on peut dire que les chances de succès de notre armée sont considérées comme bonnes en guerre classique et comme presque nulles en guerre nucléaire ou chimique. L'effet de dissuasion est admis. La population, et en particulier la jeunesse, semble mal informée sur les caractéristiques de la guerre atomique.

Les résultats en ce qui concerne le service d'ordre montrent en outre que les tracts récemment diffusés sur les services d'ordre assumés par l'armée n'ont eu que peu d'impact.

*Ce que les jeunes pensent du service militaire (DH 73)
Quelques opinions couramment répandues dans le public*

TABLEAU N° 6

Le service militaire:		EPI	15/24
Ouvre de nouveaux horizons	oui	33,7	17,3
	non	42,3	61,1
Donne l'occasion de précieux contacts humains . . .	oui	72,7	60,6
	non	14,3	20,2
Abrutit l'individu	oui	25,0	38,0
	non	54,6	42,8
Est du temps perdu qui coûte cher à l'économie du pays	oui	32,9	36,5
	non	44,1	39,4
Est une école d'irresponsabilité servile	oui	20,4	30,3
	non	49,7	35,6
Est un facteur d'unification du pays	oui	57,2	41,3
	non	21,2	33,7
Forme un adulte et lui apprend à vivre en société . .	oui	59,5	34,6
	non	29,8	51,0
Développe le sens des responsabilités	oui	49,8	38,9
	non	35,5	42,8

La jeunesse (15-24 ans) est d'accord avec l'ensemble de la population (EPI) en pensant que le service militaire:

- n'ouvre pas d'horizons nouveaux;
- donne l'occasion de précieux contacts humains;
- n'abrutit pas l'individu;
- n'est pas du temps perdu qui coûte cher au pays;
- n'est pas une école d'irresponsabilité servile;
- est un facteur d'unification du pays.

(Toutes ces opinions sont celles de la majorité, et les faibles pourcentages proviennent du nombre élevé des moins de 20 ans qui n'ont pas répondu.)

En revanche, la majorité des jeunes n'est pas d'accord avec l'ensemble de la population (EPI) lorsqu'elle refuse l'idée que le service militaire:

- forme un adulte et lui apprend à vivre en société;
- développe le sens des responsabilités.

Ces prises de position font ressortir un profil très « classique » du service militaire, mais il faut constater que la distorsion entre les générations est assez forte. En plus des deux affirmations refusées ci-dessus, la jeunesse n'est pas très loin de considérer que le service militaire abrutit l'individu (42,8 non contre 38,0 oui) et qu'il est du temps perdu (39,9 non contre 36,5 oui). Ces deux faibles majorités sont une mise en garde que nous ne devons pas oublier.

Attitude de la jeunesse en face des objecteurs de conscience

(RS 69/WH 70/DH 73)

En 1969, la moitié seulement des sof et sdt interrogés ont répondu à la question de savoir si les objecteurs de conscience étaient punissables sur le plan pénal. Les 60% ont répondu affirmativement. Le nombre élevé de ceux qui n'ont pas répondu montre que la jeunesse n'était pas encore sensibilisée à ce problème, ou même l'ignorait.

La question posée en 1970 offrait 4 possibilités. On s'aperçoit que l'idée d'un service de remplacement équivalent s'est imposée au 72% de l'ensemble de la population. La jeunesse va encore plus loin, puisque 17% ne prévoient aucune contre-prestation ni aucune amende. L'idée

de la répression pénale n'est admise que par le 4% des jeunes contre 10% pour l'ensemble de la population.

Le sondage Dossier hérisson n'offrait en 1973 que 2 possibilités. aussi les opinions sont-elles plus tranchées et 21% des jeunes admettent la répression pénale que 73,1% refusent.

La situation paraît absolument claire, les partisans du service civil sont nombreux.

Position de la jeunesse en face de la justice militaire (DH 73)

On se souvient que l'une des revendications présentées par certains mouvements extrémistes de gauche demandait la suppression de la justice militaire en temps de paix. Le sondage Dossier hérisson indique clairement que les deux tiers de la population considèrent l'existence de la justice militaire comme normale; cependant, les propositions gauchistes trouvent un certain écho auprès de la jeunesse, qui ne les repousse qu'à une assez faible majorité (49,5% contre 42,8%).

Comment les jeunes voient-ils les priorités des problèmes? (DH 73)

TABLEAU N° 7

Si vous étiez le chef du DMF, comment verriez-vous les priorités à donner aux problèmes suivants (Donnez 3 réponses):

Prio 15/24	Prio EPI	Problèmes	% 15/24	% EPI
1	1	Organisation service civil pour objecteurs conscience/politique	21,0	20,1
2	2	Conception générale de l'engagement de l'armée	16,5	13,3
3	3	Liberté d'expression politique dans l'armée	13,0	10,3
4	5	Modernisation de l'armement et de l'équipement	9,6	8,1
5	4	Elaboration de règlements (RS)	8,8	8,7
6	6	Réorganisation des troupes	7,9	6,9
7	9	Modification de la structure actuelle du commandement supérieur de l'armée	5,8	5,9
8	8	Réforme des tirs obligatoires	5,0	6,4
9	7	Intégration des sportifs d'élite dans l'armée	4,6	6,8
10	10	Achat/location Suisse/étranger de places d'armes ou d'exercices	1,4	1,3

On constate une identité de vues presque absolue entre la jeunesse et l'ensemble de la population.

1. Organisation du service civil 21,0% (EPI 20,1).
2. Conception générale de l'engagement de l'armée 16,5% (EPI 13,3).
3. Introduction de la liberté d'expression politique dans l'armée 13,0% (EPI 10,3).

La priorité de ce dernier point doit être attribuée au fait que les ordres du chef EMG et de moi-même concernant les activités politiques au service militaire venaient d'être émis.

Il est réjouissant de voir que la conception générale de l'engagement de l'armée vient au deuxième rang, même si on peut l'attribuer aux remous causés par le choix d'un avion de combat et la suppression de la cavalerie.

La réforme des tirs obligatoires, malgré une certaine publicité, ne vient qu'à l'avant-dernier rang des préoccupations. Je trouve moins reconfortant qu'un de mes plus graves soucis, celui des places d'armes ou d'exercice, vienne en dernière priorité avec 1,4% (EPI 1,3). Il y a un problème d'information à revoir.

Comment la jeunesse voit-elle les problèmes financiers posés par la défense nationale?

Le Dossier hérisson permet aussi de constater qu'une très petite partie de la population (24%, soit 1 personne sur 4) situe nos dépenses militaires entre 2 et 3 milliards. Il faut en plus relever l'effarante proportion de ceux qui n'ont pas su répondre (27,3% chez les hommes et 53,2% chez les femmes).

Les dépenses militaires en % du produit national brut ne sont guère mieux connues: entre 1,5 et 2% du PNB on ne trouve que 10,1% des jeunes (EPI: 11,6%) (1973: 1,8% du PNB).

L'évolution des dépenses militaires en % des dépenses de la Confédération depuis 1957 ne connaît pas un sort plus favorable: 23,6% des jeunes (EPI 15,8%) savent que la proportion des dépenses militaires a diminué, alors que 55,8% (EPI: 66,6) pensent qu'elle a augmenté ou à la rigueur est restée égale. Les jeunes sont moins mal orientés que les aînés (1957: 41% des dépenses / 1972: 18%).

Ces quelques chiffres se passent de commentaires, ils dénoncent sans équivoque la faillite totale de l'information et devraient inciter à la réflexion.

Il est temps d'en tirer quelques conclusions générales.

1. Notre jeunesse est encore traditionaliste, mais elle s'éloigne des opinions exprimées par ses aînés.
2. Entre deux infimes minorités irréductibles, la majorité est habitée par le doute.
3. Elle veut savoir où on la conduit.
4. Elle n'a pas le sentiment d'un menace immédiate.
5. Elle estime que l'armée est un mal nécessaire, essentiellement apte à mener une guerre classique et à assurer le maintien de l'ordre, mais qu'elle a un effet de dissuasion.
6. Elle accepte en général le service militaire, mais ne croit plus en sa valeur éducative.
7. Elle admet très largement l'objection de conscience.

5. Attitude des jeunes dans les ER

Engagement et volonté de défense

Il semble que la notion d'*engagement* soit plus juste que celle de la volonté de défense, qui souvent n'est plus apparente. Cet engagement est apprécié d'un manière très différenciée. On peut cependant affirmer qu'il reste bon dans les écoles où les exigences sont élevées, alors qu'il laisse à désirer dans les écoles plus techniques. Les commandants constatent que la motivation n'existe presque plus à l'entrée en service, où le recrues se présentent avec de solides préjugés. Cependant, l'engagement s'améliore pendant la durée du service.

Une remarque doit être retenue: les commandants d'école ont de la peine à motiver les recrues et à rendre l'armée crédible en raison de l'attitude et des hésitations de l'opinion publique et de certaines autorités.

La relève des cadres

C'est un problème très sérieux, qui mérite toute notre attention. La relève des cadres, dans notre armée de milice, revêt une double importance:

- d'une part, elle conditionne la conduite des formations;
- d'autre part, elle rend possible une instruction rationnelle de la troupe dans les écoles de recrues.

Force nous est de constater qu'au cours des trois dernières années la relève des cadres s'est heurtée à des difficultés croissantes, surtout en ce qui concerne les caporaux, et qu'aujourd'hui les besoins ne sont plus couverts que ce soit en officiers ou en sous-officiers. La situation est encore plus grave si nous tenons compte de la proportion très élevée des recrues que nous proposons contre leur volonté. Cette proportion, qui est de 15% dans les meilleures écoles d'infanterie, peut atteindre 85% dans les écoles du train (en moyenne 34%). Certaines voix se font entendre pour que l'avancement soit basé uniquement sur le volontariat. Dans la situation actuelle, une telle conception conduirait l'armée à une situation critique.

Des mesures s'imposent d'urgence. La plus efficace et la plus rapidement mise en place serait une amélioration radicale des conditions financières. Ce problème est à l'étude et, en partie, déjà résolu.

Tenue en service et hors service

Si, en service, la tenue de nos recrues peut être considérée comme satisfaisante, il n'en va malheureusement pas de même hors service, où de trop nombreuses violations doivent encore être sanctionnées. Il faut reconnaître que les habitudes civiles de notre jeunesse ne facilitent pas notre tâche. Par des contrôles de plus en plus fréquents et sévères, mais dont l'exécution surcharge et fatigue les cadres, nous sommes parvenus à stabiliser, puis à redresser quelque peu la situation. Nous devrons poursuivre nos efforts dans ce sens. Le comportement hors service peut être qualifié en général de « correct », mais seulement sous la contrainte.

Travail accompli

En dépit des circonstances difficiles, force m'est de constater, et j'en suis heureux, que la qualité du travail fourni peut toujours être considérée comme bonne.

Agitation dans nos écoles

Depuis près de 3 ans, l'agitation contre l'armée s'est fortement accrue. L'armée est devenue aujourd'hui une véritable plate-forme d'agitation pour la plupart des mouvements extrémistes et extra-parlementaires.

On peut affirmer que, pour 1973, certains de ces mouvements s'étaient donné les buts suivants :

- actions contre la justice militaire et les peines disciplinaires;
- tentatives de provoquer des mutineries dans les unités d'ER ou de CR.

Que s'est-il passé en 1973 ?

Les écoles de recrues de printemps ont été très calmes. De nombreux tracts ont été distribués, mais leurs effets sur la troupe furent restreints. Les directives que j'avais émises ont été strictement respectées.

Les écoles de recrues d'été, traditionnellement « plus chaudes », n'ont pas failli à leur réputation, surtout dans les troupes sanitaires et PA.

Le volume des tracts a fortement augmenté. Ils sont émis en majorité par des comités de soldats très actifs. Ces tracts ont les caractéristiques suivantes :

- ils sont rédigés avec une prudence bien calculée;
- leur diffusion est très rapide et leur tirage élevé;
- ils relatent des incidents, souvent peu importants, survenus en service, les déforment et les politisent;
- ils poussent les recrues à la résistance collective;
- ils s'efforcent de présenter les peines disciplinaires comme arbitraires;
- ils sont aussi largement distribués dans les écoles publiques.

Leurs effets sur la troupe restèrent minimes. Les incidents les plus graves eurent lieu à Losone (ER san 340), où éclata une pseudo-grève de la faim (on ne peut en effet parler d'une grève de la faim lorsque 90 hommes ne se présentent pas aux repas mais se sustentent dans leurs chambres avec des rations de poche mises à leur disposition par le cdmt ER), et à Eclépens (ER PA 246), où une section commit un refus d'ordre qui s'étendit ensuite au gros de la compagnie. Cet incident eut pour résultat le prononcé de nombreuses et sévères peines disciplinaires.

Il faut noter que les cadres agirent avec intelligence et que tous les manquements à la discipline furent réprimés. Les commandants rétablirent rapidement la situation.

6. Que désire la jeunesse ?

Avant de citer les principales mesures que je propose, je tiens à énumérer une partie des revendications les plus importantes que les jeunes formulent envers l'armée, sans revenir sur celles que j'ai déjà citées. Elle désire:

1. Un système de recrutement plus sélectif. En effet, il faut admettre que de très nombreux jeunes gens ne sont pas incorporés conformément à leurs désirs. (Dans l'infanterie, cette proportion atteint 60%.) Nous nous efforçons d'améliorer cette situation, mais notre marge de liberté est très restreinte, puisque notre armée est constituée de 50 % d'infanterie et qu'elle n'offre annuellement que 6000 postes exigeant une spécialisation aux 9000 candidats qui pourraient y prétendre.

Elle désire encore:

2. Une marche de service plus personnalisée.
3. Une discussion plus ouverte et plus constructive.
4. Une meilleure situation financière pour les services d'avancement.
5. Une sélection des cadres sur la base du volontariat.
6. Une instruction encore mieux adaptée.

Dans ce dernier domaine, nous avons déjà réalisé beaucoup de progrès: nouvelles places d'armes et de tir, matériels et méthodes d'instruction. Nous sommes conscients que les besoins sont immenses. Leur couverture dépendra en grande partie des moyens financiers qui seront mis à notre disposition.

7. Evolution de la situation

Du point de vue mathématique, la situation difficile où nous nous trouvons devrait encore s'aggraver au fur et à mesure qu'arriveront les « éducateurs » formés dans cette ambiance.

Des facteurs extérieurs peuvent venir infléchir cette évolution. Ce serait par exemple :

- des facteurs économiques internes comme la récession;
- des facteurs économiques externes, comme la pénurie de certains biens;
- ou une évolution brusque de la menace extérieure.

Je ne les souhaite pas et fais plutôt confiance aux remèdes que je soumets à votre jugement.

DEUXIÈME PARTIE

LES REMÈDES

1. *Généralités*

La crise que traversent aujourd’hui les relations entre la jeunesse et l’armée n’est qu’un des effets de la profonde détérioration des rapports entre cette jeunesse et la société.

Rappelons-nous les pourcentages suivants:

- RF 72: 32% des jeunes doutent que notre société mérite d’être défendue.
- LS 71: 24,4% ne sont que rarement d’accord avec la société, 5,9% s’emploient à la modifier radicalement.

Tous les sondages nous indiquent qu’environ un tiers de la jeunesse est en conflit avec la société. Or il est impossible d’être opposé à notre société sans être automatiquement opposé à l’Etat, qui en est l’expression. Cette opposition se répercute, par voie de conséquence, sur l’armée.

Certes, on pourrait affirmer que ce n’est pas le rôle de l’armée de se substituer aux institutions qui, comme la famille, l’école ou l’Eglise, n’ont pas réussi à assurer l’intégration de cette jeunesse dans la société. On pourrait aussi dire que l’armée n’a pas à se motiver elle-même.

Aujourd’hui, vouloir susciter artificiellement la volonté de défense par une campagne officielle est voué à l’échec. De telles considérations ne doivent cependant pas nous inciter à l’inaction.

Nos autorités ont aussi compris le problème et se penchent sur la jeunesse pour définir une politique à son égard.

Le Département fédéral de l'intérieur a formé un groupe d'étude pour les problèmes relatifs à cette politique de la jeunesse. Ce groupe d'étude a déposé un rapport très détaillé auquel nous avons déjà fait certains emprunts.

Il propose, comme vous le savez:

- de nommer un délégué aux questions de la jeunesse, assisté d'une commission, organe consultatif du Conseil fédéral;
- de présenter périodiquement à l'Assemblée fédérale des rapports sur la situation de la jeunesse;
- de coordonner et d'intensifier la recherche dans ce domaine;
- d'encourager la formation politique, les organisations de jeunesse, l'information et les contacts.

Le Conseil fédéral, sans prendre position, a autorisé le DFI à soumettre ce projet aux gouvernements cantonaux, aux partis politiques, aux organisations faîtières de l'économie, des Eglises, des associations de jeunes ainsi qu'à d'autres milieux pour consultation.

Au cours de l'été 1973, la Commission de défense militaire s'est penchée sur l'ensemble de ce problème et sur les mesures à prendre. Les missions nécessaires à leur réalisation ont été données en octobre.

L'armée ne peut ni ne veut attendre passivement que s'élabore une politique globale de la jeunesse, qu'elle soit adoptée, mise en pratique et qu'elle porte des fruits, pour les raisons suivantes:

- parce que les jeunes, minorité dans l'Etat, sont majorité dans l'armée (de 20 à 32 ans, ils accomplissent le 87 % des jours de service) et que leur attitude est de ce fait un problème fondamental et urgent;
- parce que nous avons déjà assez d'éléments pour prendre un certain nombre de mesures qui s'imposent et qui ne préjudicieront en rien l'avenir;
- parce qu'en étant les premiers intéressés, la plus grande entreprise de jeunesse du pays, nous devons devancer le problème;
- parce que plus nous aurons pris de l'avance, plus notre influence sera grande sur l'élaboration de cette politique, qui, si nous n'y prenons garde, n'ira pas forcément dans un sens favorable aux intérêts de la défense nationale.

2. Mesures à prendre

Dans l'examen des problèmes concrets, je me limiterai à ceux dont la solution est, en tout ou en partie, entre les mains de l'armée, en évitant de parler de tout ce que je désirerais voir accomplir par les autres.

Pour plus de clarté, bien que les cloisons ne soient pas étanches, j'aborderai les problèmes posés et les mesures à prendre par périodes:

- avant le début de l'école de recrues;
- lors du recrutement ou en rapport avec le recrutement;
- pendant les services d'instruction;
- mesures couvrant toutes les périodes;

Avant le début de l'ER

Avant le début de l'école de recrues, 3 problèmes principaux se posent:

- l'information;
- le recrutement;
- l'instruction préparatoire (pour mémoire; je n'en parlerai pas).

L'effort principal sera marqué sur l'information, qui doit circuler dans les deux sens, information de l'armée sur la jeunesse et de la jeunesse sur l'armée.

Un service pour les problèmes de la jeunesse devrait être créé à l'Etat-major du groupement de l'instruction. Il serait en quelque sorte un point de contact entre la jeunesse et la défense nationale, serait chargé de l'étude et de la réalisation de certains projets, assurerait la liaison avec les journaux de jeunesse d'entente avec le service d'information et de documentation du DMF. Son chef serait choisi sans tenir compte de la hiérarchie militaire.

Le chef de l'instruction devrait encore pouvoir disposer d'une « Commission pour les problèmes de la jeunesse » qui aurait pour mission principale de conseiller dans ce domaine.

Responsabilités des corps d'armée

Si certaines questions doivent être traitées de manière centralisée, d'autres au contraire ne peuvent l'être que sur le terrain. C'est le cas des

contacts directs jeunesse-armée (journées « portes ouvertes », démonstrations, journées d'information, séminaires, contacts avec les écoles ou les organisations de jeunes). Seuls, les corps d'armée seraient en mesure d'assurer cette importante activité et disposeraient d'une très grande liberté.

La Confédération supporterait les frais y afférents dans une plus large mesure que par le passé.

Le jeune qui désire aujourd'hui se documenter sur l'armée ne dispose que du *Livre du Soldat*. Cet ouvrage, des années cinquante, est largement dépassé. Il est urgent de mettre à la disposition de notre jeunesse un *vade-mecum* conçu de manière moderne, bien illustré, dépourvu de folklore et de paternalisme, qui lui explique d'une manière simple et précise le fonctionnement de la défense nationale, l'organisation de l'armée et les possibilités qui lui sont offertes de coordonner sa formation civile et ses obligations militaires. La diffusion de cet ouvrage devrait atteindre non seulement tous les conscrits, mais encore tous les autres milieux intéressés.

D'autre part, il faut développer l'information permanente des adultes en contact avec la jeunesse. Ce serait possible par une documentation soignée et actuelle sur les problèmes de la défense nationale.

Mesures lors du recrutement ou en rapport avec le recrutement

Le recrutement est un moment capital, c'est le premier contact du jeune homme avec l'armée. Il peut influencer d'une manière décisive l'attitude du conscrit.

Or il faut reconnaître qu'il ne donne plus satisfaction. En effet, les tâches des commissions de recrutement sont devenues plus nombreuses et plus délicates. (Nous pensons par exemple à l'examen des demandes d'accomplir un service non armé.) Les contacts qu'elles doivent avoir avec les conscrits ne peuvent plus être ce qu'ils étaient autrefois. Une réforme complète de cette institution est en cours. Elle est basée sur une collaboration très étroite avec les cantons, qui seuls peuvent prendre directement contact avec les jeunes avant le recrutement.

La définition des critères d'aptitude différenciée est en cours. Elle permettra une meilleure sélection des conscrits, mais elle ne supprimera pas toutes les difficultés que j'ai déjà mentionnées.

Mesures pendant les services d'instruction

Pendant les services d'instruction, d'innombrables causes peuvent modifier l'attitude de la jeunesse envers l'armée. On peut en grouper la presque totalité en deux catégories se rattachant :

- à la personnalité des chefs ;
- aux expériences personnelles positives ou négatives dans la marche du service.

Il est bien évident qu'une telle distinction est arbitraire et qu'une osmose s'établit entre les catégories.

Problème des chefs

Dans toutes les formations de notre armée où les chefs savent exiger et définir clairement les buts à atteindre, les problèmes disparaissent, la discipline s'établit naturellement et les performances s'élèvent. Partout où règne l'hésitation, le doute s'installe, entraînant derrière lui l'indiscipline, la paresse et l'échec. C'est une constante absolue. La qualité des chefs, c'est la qualité de l'armée. Je vous ai déjà fait part des difficultés que nous éprouvons à assurer la relève des cadres, mais sans en analyser les causes. Je vous en cite les principales :

- Les besoins de l'armée sont supérieurs à ceux de la société, puisqu'il lui faut 1 sof pour 4,5 recrues et 1 of pour 3,8 sof. Cela représente, en chiffres absous, un contingent annuel de 6800 sof et de 1800 of. Pour couvrir ces besoins nous ne pouvons pas nous contenter du volontariat.
- La jeunesse actuelle ne met pas la recherche des responsabilités au premier plan de ses préoccupations. Selon le sondage LS 71, 3,8 % seulement des jeunes considèrent que la conduite des hommes est un des intérêts de la situation de cadre dans notre société.
- Le manque à gagner (ou le temps perdu, ce qui est finalement la même chose) est devenu le principal obstacle à l'avancement dans notre société de plus en plus matérialiste. Il faut reconnaître que les progrès réalisés dans le domaine des soldes et des indemnités ont été largement distancés par la hausse des prix et des salaires.
- Le manque de cadres nous enferme dans un cercle vicieux, car il entraîne un surmenage des chefs qui rend leur position moins

attractive pour ceux qui envisageaient de les suivre sur la voie de l'avancement.

Nous devons de toute urgence rendre cet avancement plus attractif sur le plan matériel. Une hausse massive des indemnités pour perte de gain devrait prochainement assurer aux jeunes en service d'avancement un revenu mensuel. C'est le prix du bien-être auquel nous avons habitué notre jeunesse et c'est un phénomène irréversible.

Nous devons aussi assurer une meilleure coordination de la formation civile et de l'avancement ainsi qu'une meilleure instruction des sof. Etant admis qu'une augmentation de la durée totale des prestations de service n'est pas actuelle, seule une réforme profonde de l'ensemble des services d'instruction peut améliorer la situation. C'est naturellement un travail de longue haleine.

Problèmes de la marche du service

Certes un déroulement harmonieux de la marche du service est un des éléments indispensables au maintien d'un état d'esprit positif chez nos soldats. Mais, en fin de compte, ce qui est déterminant, ce sont les expériences de service positives, les performances réalisées et reconnues selon des normes fixées.

Dans ce domaine, la formation et l'instruction des cadres jouent un rôle décisif.

Des chefs bien instruits sont capables :

- d'exiger plus de vraies performances, dégagées de toute chicane;
- d'éclairer les buts à atteindre en laissant à chaque échelon une certaine initiative assortie des compétences nécessaires.

Il s'agit en définitive de la « qualité » de l'instruction militaire.

Mesures de portée générale contre les activités hostiles à l'armée

Certes, toutes les mesures qui viennent d'être mentionnées contribueront, à l'intérieur même de l'armée, à améliorer le climat, à faciliter l'intégration des jeunes et à influencer de manière positive leur état d'esprit, mais elles sont insuffisantes si rien n'est entrepris contre ceux qui travaillent à saper la discipline et à affaiblir la volonté de défense.

Rendre les efforts et les difficultés du service militaire plus pénibles, insulter les chefs, attiser chaque mécontentement dans le but secret

d'arriver à supprimer l'armée ou à la rendre inopérante est une activité qui ne doit plus être considérée comme légale.

L'armée dans ce combat doit être aidée par tous ceux qui veulent qu'elle se maintienne à la hauteur de sa mission, c'est-à-dire en priorité par tous les cadres.

Chacun d'entre nous peut soutenir l'armée:

— en profitant de chaque occasion pour combattre le doute qui a tendance à s'installer dans notre population;

— en ayant le courage de prendre ouvertement position chaque fois que notre armée est l'objet d'attaques directes ou déguisées et cela dans n'importe quel milieu et n'importe où.

Rien n'est plus convaincant que la conviction.

Le chef de l'instruction:
colonel commandant de corps HIRSCHY

